



Brussels
11/09/2026
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	CLIMA.B.1
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	344935
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate) Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Q4 2026 24 Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	With allowances Avec indemnités Mit Vergütung
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	26/10/2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
11/09/2026
HR.B.1.003

Entity presentation:

CLIMA Unit B1 coordinates the development of carbon pricing in the EU as a pillar of delivering the net-zero objective and an important element of international climate action.

The unit is responsible for developing the policy framework of the EU ETS in close cooperation with B2, B4, B5. ETS covers emissions from the power and industry sectors as well as aviation and maritime transport and of the new, ETS 2 covering emissions from buildings, road transport and additional sectors. This includes tasks related to the carbon market balance (Market Stability Reserve) and oversight, use of revenues and links to the EU CBAM, energy market design, general industrial decarbonisation and state aid.

In addition, the unit manages international cooperation and relations on carbon pricing with other jurisdictions, notably with the EEA countries, Switzerland, UK, China, the EU candidate and accession countries including the Energy Community and Canada (Global Carbon Pricing Challenge). It also organises the annual Florence Process on carbon markets and coordinates engagement with the International Carbon Action Partnership.

Unit B1 also works closely with colleagues in Directorate C regarding potential new scope to the EU ETS (waste sector and removals) and the funds funded through ETS revenues, including the Modernisation Fund, the Innovation Fund and the Industrial Decarbonisation Bank. We also work closely with colleagues in the Directorate D and the Taskforce on international carbon markets.

Job presentation:

We propose a position for a highly motivated Seconded National Expert in DG CLIMA.B1. The new colleague will be involved in tasks at the heart of policy development and policy implementation of the existing ETS, the new ETS2 and possibly international carbon markets. This may include preparation of policy and background papers, preparation of briefings and presentations. Tasks will also require cooperation with relevant Commission services. We work in a dynamic environment and depending on the profile, there is room to adapt the specific tasks depending on the preferred candidate's expertise.

The post will offer a stimulating experience with a core policy instrument for the Commission, with important impacts on emission reductions, on European businesses and citizens.



Since emissions trading is a technical policy area with political and market sensitivities, the unit offers on-the-job training and support from colleagues to newcomers so that the jobholder can develop their knowledge over time.

Jobholder profile:

We look for an experienced, motivated and well-organised Seconded National Expert to reinforce our ETS1 review team and/or market oversight team. The candidate should have a well-developed strategic and political judgment as well as a willingness to learn. Experience with climate policy in general and carbon pricing in particular would be an asset.

The ability to grasp technical issues and translate them into politically relevant material, to work under pressure on a wide range of issues, and a high level of flexibility and adaptability to new tasks and challenges will be needed on a daily basis. Excellent oral and written communication skills in English are essential.

Ideally, he/she should have a background in economics, engineering or law, and concrete experience in drafting briefings, policy documents and presentations, a strong sense of responsibility and initiative and coordination skills.

We look for a colleague who combines the ability to work with a high degree of autonomy, with an interest in actively cooperating with team members in the unit. He/she would be able to manage several files simultaneously and to produce high quality output sometimes within short deadlines. Excellent interpersonal skills and the ability to maintain and develop good relations with colleagues inside and outside the unit will be essential.



Brussels
11/09/2026
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

L'unité CLIMA B1 coordonne le développement de la tarification du carbone dans l'UE, qui constitue un pilier de la réalisation de l'objectif de neutralité climatique et un élément important de l'action climatique internationale.

L'unité est chargée de développer le cadre politique du SEQUE-UE, en étroite coopération avec les unités B2, B4 et B5. Le SEQUE couvre les émissions des secteurs de l'énergie et de l'industrie ainsi que celles de l'aviation et du transport maritime, ainsi que le nouveau SEQUE 2, qui couvre les émissions des bâtiments, du transport routier et d'autres secteurs. Cela comprend également les tâches liées à l'équilibre du marché du carbone (réserve de stabilité du marché) et à sa surveillance, à l'utilisation des recettes ainsi qu'aux liens avec le MACF de l'UE, à la conception du marché de l'énergie, à la décarbonation générale de l'industrie et aux aides d'État.

En outre, l'unité gère la coopération internationale et les relations en matière de tarification du carbone avec d'autres juridictions, notamment avec les pays de l'EEE, la Suisse, le Royaume-Uni, la Chine, les pays candidats et en voie d'adhésion à l'UE, y compris la Communauté de l'énergie, ainsi qu'avec le Canada (Global Carbon Pricing Challenge). Elle organise également chaque année le processus de Florence sur les marchés du carbone et coordonne la coopération avec l'International Carbon Action Partnership.

L'unité B1 travaille également en étroite collaboration avec ses collègues de la direction C sur une éventuelle extension du champ d'application du SEQUE-UE (secteur des déchets et absorptions) ainsi que sur les fonds financés par les recettes du SEQUE, notamment le Fonds pour la modernisation, le Fonds pour l'innovation et l'Industrial Decarbonisation Bank. Nous travaillons également en étroite collaboration avec nos collègues de la direction D et avec la task force sur les marchés internationaux du carbone.

Présentation du poste:

Nous proposons un poste pour un(e) expert(e) national(e) détaché(e) (END) hautement motivé(e) au sein de la DG CLIMA.B1. Le/la nouveau/nouvelle collègue sera amené(e) à participer à des tâches au cœur de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques relatives au SEQUE existant, au nouveau SEQUE 2 et, éventuellement, aux marchés internationaux du carbone. Ces tâches pourront notamment comprendre la préparation de documents de politique et de documents de référence, ainsi que la préparation de notes d'information et de présentations. Elles nécessiteront également une coopération avec les services compétents de la Commission.



Nous travaillons dans un environnement dynamique et, en fonction du profil, il est possible d'adapter les tâches spécifiques en fonction de l'expertise du/de la candidat(e) retenu(e).

Le poste offrira une expérience stimulante dans le cadre d'un instrument politique essentiel pour la Commission, ayant des incidences importantes sur la réduction des émissions ainsi que sur les entreprises et les citoyens européens.

Le système d'échange de quotas d'émission constituant un domaine d'action technique présentant des sensibilités politiques et liées au marché, l'unité propose aux nouveaux arrivants une formation en cours d'emploi ainsi qu'un accompagnement de la part de leurs collègues, afin que le/la titulaire du poste puisse développer progressivement ses connaissances et son expertise.

Profil du titulaire du poste:

Nous recherchons un(e) expert(e) national(e) détaché(e) (END) expérimenté(e), motivé(e) et organisé(e) afin de renforcer notre équipe chargée de la révision du SEQE 1 et/ou notre équipe chargée de la surveillance du marché. Le/la candidat(e) devra faire preuve d'un jugement stratégique et politique bien développé ainsi que d'une réelle volonté d'apprendre.

Une expérience en matière de politique climatique en général et de tarification du carbone en particulier constituerait un atout.

La capacité à appréhender des questions techniques et à les traduire en documents présentant une pertinence politique, à travailler sous pression sur un large éventail de sujets, ainsi qu'un haut degré de flexibilité et d'adaptabilité face à de nouvelles tâches et à de nouveaux défis seront nécessaires au quotidien. D'excellentes capacités de communication, tant à l'oral qu'à l'écrit, en anglais sont indispensables.

Idéalement, le/la candidat(e) disposera d'une formation en économie, en ingénierie ou en droit, ainsi que d'une expérience concrète dans la rédaction de notes d'information, de documents de politique publique et de présentations. Un sens aigu des responsabilités, de l'initiative et de bonnes compétences en matière de coordination sont également requis.

Nous recherchons un(e) collègue capable de travailler avec un haut degré d'autonomie tout en manifestant un réel intérêt pour une coopération active avec les membres de l'équipe au sein de l'unité. Il/elle devra être en mesure de gérer plusieurs dossiers simultanément et de produire des résultats de haute qualité, parfois dans des délais très courts. D'excellentes qualités relationnelles ainsi que la capacité à maintenir et à développer de bonnes relations avec les collègues au sein et en dehors de l'unité seront essentielles.



Brussels
11/09/2026
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Die Referatseinheit CLIMA B1 koordiniert die Entwicklung der CO₂-Bepreisung in der EU als eine Säule zur Erreichung des Netto-Null-Ziels und als wichtiges Element des internationalen Klimaschutzes.

Die Referatseinheit ist für die Entwicklung des politischen Rahmens des EU-EHS in enger Zusammenarbeit mit B2, B4 und B5 zuständig. Das EHS umfasst Emissionen aus dem Energie- und Industriesektor sowie aus dem Luft- und Seeverkehr sowie das neue EHS 2, das Emissionen aus Gebäuden, dem Straßenverkehr und weiteren Sektoren abdeckt. Dazu gehören auch Aufgaben im Zusammenhang mit dem Gleichgewicht des CO₂-Marktes (Marktstabilitätsreserve) und dessen Überwachung, der Verwendung der Einnahmen sowie den Verknüpfungen mit dem EU-CBAM, der Gestaltung des Energiemarktes, der allgemeinen Dekarbonisierung der Industrie und staatlichen Beihilfen.

Darüber hinaus betreut die Referatseinheit die internationale Zusammenarbeit und die Beziehungen zur CO₂-Bepreisung mit anderen Rechtsräumen, insbesondere mit den EWR-Ländern, der Schweiz, dem Vereinigten Königreich, China, den EU-Kandidaten- und Beitrittsländern einschließlich der Energiegemeinschaft sowie Kanada (Global Carbon Pricing Challenge). Sie organisiert außerdem jährlich den Florence-Prozess zu den CO₂-Märkten und koordiniert die Zusammenarbeit mit der International Carbon Action Partnership.

Die Referatseinheit B1 arbeitet zudem eng mit den Kolleginnen und Kollegen der Direktion C hinsichtlich einer möglichen Ausweitung des Anwendungsbereichs des EU-EHS (Abfallsektor und Entnahmen) sowie der aus den EHS-Einnahmen finanzierten Fonds zusammen, darunter der Modernisierungsfonds, der Innovationsfonds und die Industrial Decarbonisation Bank. Darüber hinaus arbeiten wir eng mit den Kolleginnen und Kollegen der Direktion D sowie der Taskforce für internationale CO₂-Märkte zusammen.

Stellenbeschreibung:

Wir schlagen eine Stelle für eine hochmotivierte abgeordnete nationale Expertin bzw. einen hochmotivierten abgeordneten nationalen Experten (SNE) in der GD CLIMA.B1 vor. Die neue Kollegin bzw. der neue Kollege wird an Aufgaben im Zentrum der Politikentwicklung und -umsetzung des bestehenden EHS, des neuen EHS 2 und möglicherweise der internationalen CO₂-Märkte beteiligt sein. Dies kann die Erstellung von Strategie- und Hintergrundpapieren sowie die Vorbereitung von Briefings und Präsentationen umfassen. Die Aufgaben erfordern auch eine Zusammenarbeit mit den zuständigen Dienststellen der Kommission.



Wir arbeiten in einem dynamischen Umfeld, und je nach Profil besteht die Möglichkeit, die konkreten Aufgaben entsprechend der Expertise der bevorzugten Bewerberin bzw. des bevorzugten Bewerbers anzupassen.

Die Stelle bietet eine spannende und bereichernde Erfahrung mit einem zentralen politischen Instrument der Kommission, das erhebliche Auswirkungen auf die Emissionsminderung sowie auf europäische Unternehmen und Bürgerinnen und Bürger hat.

Da der Emissionshandel ein technischer Politikbereich mit politischen und marktbezogenen Sensibilitäten ist, bietet die Einheit neuen Kolleginnen und Kollegen eine praxisnahe Einarbeitung sowie Unterstützung durch erfahrene Kolleginnen und Kollegen, damit die Stelleninhaberin bzw. der Stelleninhaber ihr bzw. sein Fachwissen und ihre bzw. seine Kenntnisse im Laufe der Zeit weiterentwickeln kann.

Anforderungsprofil:

Wir suchen eine erfahrene, motivierte und gut organisierte Abgeordnete nationale Expertin bzw. einen erfahrenen, motivierten und gut organisierten Abgeordneten nationalen Experten (SNE) zur Verstärkung unseres Teams für die Überprüfung des EHS 1 und/oder unseres Teams für die Marktaufsicht. Die Bewerberin bzw. der Bewerber sollte über ein ausgeprägtes strategisches und politisches Urteilsvermögen sowie über die Bereitschaft verfügen, sich in neue Themen einzuarbeiten.

Erfahrungen mit Klimapolitik im Allgemeinen und CO₂-Bepreisung im Besonderen sind von Vorteil.

Die Fähigkeit, technische Fragestellungen rasch zu erfassen und in politisch relevante Unterlagen zu überführen, unter hohem Zeitdruck an einer breiten Palette von Themen zu arbeiten sowie ein hohes Maß an Flexibilität und Anpassungsfähigkeit gegenüber neuen Aufgaben und Herausforderungen sind im Arbeitsalltag erforderlich. Hervorragende mündliche und schriftliche Kommunikationsfähigkeiten in englischer Sprache sind unerlässlich.

Idealerweise verfügt die Bewerberin bzw. der Bewerber über einen Hintergrund in Wirtschaftswissenschaften, Ingenieurwesen oder Rechtswissenschaften sowie über konkrete Erfahrung in der Erstellung von Briefings, politischen Dokumenten und Präsentationen. Ein ausgeprägtes Verantwortungsbewusstsein, Eigeninitiative und gute Koordinierungsfähigkeiten werden ebenfalls erwartet.

Wir suchen eine Kollegin bzw. einen Kollegen, die bzw. der die Fähigkeit zu einem hohen Maß an selbstständigem Arbeiten mit einem ausgeprägten Interesse an der aktiven Zusammenarbeit mit den Teammitgliedern der Einheit verbindet. Die Stelleninhaberin bzw. der Stelleninhaber sollte in der Lage sein, mehrere Dossiers gleichzeitig zu bearbeiten und auch unter teilweise kurzen Fristen qualitativ hochwertige Ergebnisse zu liefern. Ausgeprägte zwischenmenschliche Fähigkeiten sowie die Fähigkeit, gute Beziehungen zu



EUROPEAN COMMISSION
DIRECTORATE-GENERAL
HUMAN RESOURCES AND SECURITY
Competitions, Selections & Secondments

Kolleginnen und Kollegen innerhalb und außerhalb der Einheit aufzubauen und zu pflegen, sind von entscheidender Bedeutung.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigefügte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“